

Alain Trannoy, économiste

Covid-19 ou l'effondrement du mythe de la mondialisation heureuse

Professeur à Aix-Marseille School of Economics, Alain Trannoy estime que la crise de la Covid-19 agit comme un révélateur des limites du modèle actuel de mondialisation. L'économiste invite l'État et les collectivités territoriales à soutenir les entreprises en difficulté, afin d'éviter tout enclenchement d'un cycle récessif. Loin de sous-estimer l'impact économique de l'épidémie, il la conçoit comme une opportunité historique d'amorcer une réindustrialisation de la France et une relocalisation des productions stratégiques.

L'OCDE a révisé sa prévision de croissance du Produit intérieur brut mondial pour 2020 de 2,9 % à 2,4 % et de nombreux économistes estiment qu'un recul est à envisager. La Covid-19 peut-il être à l'origine d'une récession mondiale ?



Dans le pire des scénarios, oui. Car le tourisme, l'événementiel et l'économie de la culture sont momentanément à l'arrêt. Le seul tourisme, c'est 7 % du PIB en France, davantage encore en Espagne et en Italie. D'autre part, le PIB chinois est, depuis 20 ans, le moteur de la croissance mondiale (NDLR, il représente 16 % du PIB mondial et a crû de 6 % en 2019). Or, il sera en recul au premier trimestre. En zone euro, deux pays vont être particulièrement touchés par cette vague récessive. Le premier sera l'Italie. Ce pays a connu une croissance très faible l'année dernière et il me semble impossible aujourd'hui que l'évolution de son PIB n'évolue en territoire positif en 2020. L'Italie est quand même la troisième économie de la zone euro... Par ailleurs, le cas de l'Allemagne me semble préoccupant. Le paradoxe, c'est que la Chine a en partie sauvé l'économie allemande lors de la crise de 2008... À l'époque, à Berlin, on s'est largement appuyé sur le *boom* des investissements chinois pour relancer la croissance, notamment dans les secteurs des machines-outils et de l'automobile. Aujourd'hui, ces deux moteurs d'expansion économique subissent un coup d'arrêt et le pays dans son ensemble va en payer le prix fort.

En France, les secteurs économiques les plus affectés seront-ils ceux du tertiaire ?

Pas seulement. Le tourisme, le divertissement, l'événementiel, l'hôtellerie-restauration et les transports certes, mais aussi l'industrie du luxe. De fait, le point commun à tous ces secteurs d'activité est qu'ils reposent sur la mobilité. Bien sûr, le chiffre d'affaires du luxe pourra en partie se maintenir

dans le commerce en ligne, mais les produits de luxe se vendent aussi dans les aéroports, les hôtels, les salons spécialisés, etc. Autant de lieux dont les portes se ferment les unes après les autres.

L'Italie provisionne 25 Md€ pour un plan d'aides ciblées selon les secteurs. Le gouvernement français devrait-il s'en inspirer ?

Peut-être, mais l'État et la politique budgétaire ne pourront pas tout. Je pense que la Banque centrale européenne va devoir poursuivre au moins jusqu'à la fin de l'année sa politique d'assouplissement quantitatif, c'est-à-dire le rachat de titres de dettes de certaines entreprises et de certains États. L'alter-ego de la BCE outre-Atlantique, la Réserve fédérale américaine, vient de baisser sa cible de taux d'intérêt de 50 points de base (NDLR, le taux passant de la cible 1,5-1,75 % à 1-1,25 %). En zone euro, le taux directeur est d'ores et déjà à 0 %. La BCE ne peut plus actionner le levier du taux directeur et l'assouplissement quantitatif reste donc la seule option possible.

La crise que nous traversons met au jour la fragmentation internationale des chaînes de production et l'interdépendance qu'elle produit. La Covid-19 peut-il siffler la fin d'un demi-siècle d'essor du libre-échange ?

Plutôt qu'amorcer un repli national des économies, je pense qu'il nous faut simplement admettre qu'avec la Covid-19, mais aussi le changement climatique, nous affrontons des fléaux qui se déplient à l'échelle mondiale. Il nous faut donc inventer des moyens de régulation opérant aussi à cette échelle. Or, ce à quoi nous assistons depuis un certain temps, c'est au cavalier seul de nombreux pays sur ces sujets : les États-Unis de Donald Trump, la Russie de Vladimir Poutine, le Brésil de Jair Bolsonaro, etc. Alors que nous avons besoin de plus de coopération internationale, ces réactions nationalistes m'inquiètent profondément, car elles vont simplement dans le mauvais sens. J'espère, par exemple, que Donald Trump ne va pas appliquer aux Italiens, voire aux autres Européens, la même interdiction d'entrer sur le territoire américain qui est appliquée aux Chinois. Ce serait un coup terrible... !

Dans ce contexte, l'internationalisation de la production n'éprouve-t-elle pas ses limites ?

Bien sûr ! C'est d'autant plus problématique que nous sommes souvent dépendants de grands États non-démocratiques. Cela nous expose à l'*oukase* d'un régime autoritaire qui, du jour au lendemain, pourrait interdire l'exportation d'un composant >>



Charles Morel/Objectif Méditerranée

terrains dans les zones industrielles à prix symbolique. Les pouvoirs publics devraient aussi offrir des franchises d'impôts de production de trois à cinq ans pour des sites nouvellement créés. Enfin, il faudrait qu'ils réduisent le délai d'obtention des permis de construire pour les sites industriels, lequel décourage aujourd'hui nombre de projets d'implantation.

En France, le gouvernement réquisitionne les stocks de masques et encadre le prix des gels hydro-alcooliques. En Chine, les autorités ferment unilatéralement des marchés financiers et des entreprises, traquent les malades via leurs données numériques, etc. Sans comparer les deux situations, ne pensez-vous pas que la crise que nous vivons est à l'origine d'un retour en grâce de l'interventionnisme étatique, voire de l'État fort et autoritaire ?

Vous avez raison. Historiquement, après le laissez-faire de la Belle Époque, l'interventionnisme étatique en matière économique est lié à la Première Guerre mondiale. En période

de conflit, l'État a toujours pris des mesures anti-marchés, comme celles que vous citez, et c'est normal. Or, aujourd'hui, nous sommes engagés dans une guerre : elle n'est pas militaire, mais sanitaire.

À ce propos, 60 % du paracétamol et 90 % de la pénicilline que nous consommons sont produits en Chine. Comment un État comme la France, aussi historiquement attaché à sa souveraineté, a-t-il pu laisser partir des productions stratégiques telles que la fabrication des médicaments ?

Je pense que nos responsables politiques ont adhéré à la fiction d'une mondialisation heureuse. Dans un monde peuplé de Suisses qui respectent leurs engagements et n'aspirent qu'à la paix, la mondialisation aurait pu être heureuse. Mais nous faisons face à des nations mues par une volonté de puissance, comme les États-Unis, la Russie ou la Chine, et nous devons négocier avec des gouvernements qui n'honorent pas toujours les contrats qu'ils signent, comme l'illustre le revirement de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan à propos de la gestion des migrants syriens. Dans ces conditions, la mondialisation devient synonyme de dépendance et de fragilité en cas de situation épidémique ou de troubles politiques.

L'épisode Covid-19 est-il de nature à enclencher un mouvement de relocalisation ?

Vous savez, la morale de la plus célèbre des théories de gestion des risques financiers se résume à

L'économie post-confinement

« Il faut neutraliser la dette Covid ! »



L'économiste Alain Trannoy nous avait accordé un entretien début mars, dans le numéro que nous n'avons pas pu faire paraître en raison du confinement. Une grande partie des prédictions du professeur d'Aix-Marseille School of Economics se sont depuis vérifiées. Aux premiers jours du déconfinement, il nous livre de nouvelles réflexions pour penser le monde d'après.

Tous les gestes barrières requis ont-ils été adoptés contre cette « épidémie récessive » que vous redoutiez lors de notre précédent entretien ?

Il faut admettre qu'en matière économique, le gouvernement a fait ce qu'il fallait. Sur le chômage partiel, le report des charges, les aides à la trésorerie comme le soutien financier aux plus nécessiteux, toutes les mesures adéquates ont été prises. L'État a joué à plein son rôle d'assureur en dernier ressort du secteur privé.

Vous êtes, en revanche, bien plus critique sur le bilan sanitaire de ce gouvernement...

Là encore, je crois qu'il y a consensus sur le fait que les pays ayant rapidement rendu obligatoire le port du masque s'en sont bien mieux sortis que nous. Je ne vais pas épiloguer sur les causes de la pénurie de masques, mais je regrette profondément qu'on ne nous ait pas dit plus tôt « un masque, même grand public, même non-homologué, c'est mieux que rien ».

L'une de vos convictions est que les gouvernements élus ne sont pas toujours les mieux placés pour nous préparer au long terme. La crise de la Covid-19 vous a-t-elle conforté dans cette opinion ?

Absolument. Je pense qu'on ne peut pas faire confiance aux élus pour qu'ils prennent en compte notre intérêt de long terme, tout simplement car ce n'est pas toujours électoralement porteur. C'est effectivement l'une des leçons que nous devrions tirer de la crise actuelle, notamment sur la question du stock de masques. Je milite ainsi pour la création d'agences indépendantes qui, sous contrôle démocratique, seraient en charge de la gestion des risques sanitaires et environnementaux.

Cet épisode a aussi révélé l'insoutenabilité d'une certaine forme de mondialisation...



duire chez nous. Remuscler notre appareil productif impose l'adoption des mesures que j'évoquais en mars, mais également l'instauration de droits de douane qui tiendraient compte du non-respect des normes environnementales et sociales aux frontières de l'Europe. Nous devons prendre conscience du coût économique terrible de cette crise. En France, la facture sera de l'ordre de 200 à 250 Md€...

La majeure partie de ce coût est supportée par l'État. La dette publique française va dépasser les 115 % de Produit intérieur brut, la dette italienne les 150 %... Cet endettement est-il soutenable ?

Il peut l'être à condition que nous « gelions » la dette *Covid*. Cette opération consiste d'abord à faire racheter par la Banque centrale européenne la dette émise dans le cadre de cette crise. Une fois dans les mains de la BCE, ces créances publiques peuvent être transformées en dette perpétuelle. Cela signifie que l'État ne rembourse pas le principal (NDLR : la somme empruntée), mais seulement les intérêts de la dette, *ad vitam aeternam*. Dans les faits, l'État français ne pourrait pas rembourser les 240-250 Md€ de la dette *Covid* dans cinq ou dix ans sans augmenter dès maintenant les impôts, ce qui n'est pas souhaitable. En revanche, rembourser les intérêts de cette dette, soit environ 2,4 Md€ par an, nous le pouvons aisément. Cette transformation de la dette *Covid* en dette perpétuelle me semble donc nécessaire.

Autre forte inquiétude, l'endettement privé. N'est-il pas également un frein à une reprise rapide ?

Effectivement, une chaîne des dettes privées se crée. La faillite d'un grand nombre d'entreprises et les difficultés de trésorerie que d'autres rencontrent vont gripper la machine au moins jusqu'à la fin 2021. Il faudra très certainement attendre 2022 pour que l'activité retrouve son niveau de 2019. Dans ce contexte, la prévision gouvernementale d'un recul de 8 % du PIB pour 2020 me paraît très optimiste...

Tout cela nourrit un pessimisme que l'on sent profondément ancré dans les esprits des Français...

(Alain Trannoy m'interrompt...) Gare aux excès de pessimisme ! En matière économique, la métaphore de l'état de guerre atteint ses limites. À la différence d'une économie au sortir d'un conflit militarisé, nous n'avons rien à reconstruire aujourd'hui ! L'appareil productif et le capital humain sont préservés. Une fois la menace sanitaire endiguée, par exemple par la diffusion d'un vaccin, une reprise durable sera possible. Et puis, à la faveur de ce confinement, au moins aurons-nous appris la sobriété dans tous les sens du terme, à la fois une modération dans

la consommation et une humilité face aux risques naturels. Cette douloureuse expérience constitue une excellente préparation à la réalisation des risques environnementaux à venir. Après ce que nous avons traversé, certaines privations deviendront plus acceptables. Et nous allons nous poser la question : sommes-nous véritablement prêts pour faire face aux canicules et aux pluies diluviales qui s'annoncent ? De mon point de vue, ce que nous avons vécu ces derniers mois nous prépare au développement durable, le seul horizon viable pour nos vies et nos économies.

Erwan Pastol

[propos recueillis le 13/05/2020]